

[Text]

The three groups co-operate in a single planning activity for the department as a whole. I said earlier that the privatization and regulatory affairs program are integral to the government's strategy for gaining control over our country's finances. I would like to now elaborate on that statement.

I will start with a description of how the privatization program contributes to the goal and then discuss the role of the regulatory affairs program. There are a number of reasons why the government is privatizing Crown corporations; three relate directly to the goals outlined in Mr. Wilson's budget. First, government ownership shields a company from the forces of the marketplace and makes it subject to policy pressures that may not help the company provide services in the most efficient way. Decisions tend to take longer and opportunities tend to be lost. Privatization can therefore improve efficiency.

Second, privatization helps create a fairer marketplace. Using taxpayers' dollars to finance Crown corporations that are in competition with other privately financed companies is not in the interest of a healthy market-driven economy.

Third, privatization reduces the demands made on the federal treasury. Crown corporations often depend on the government for injections of new capital. Once transferred to the private sector, they are free to raise new funds in the competitive private financial markets. The government can use the savings it makes here to fund other programs. Putting the government's financial house in order goes hand in hand with fostering a dynamic, innovative and competitive private sector. Privatization contributes to these goals because it improves the management of government resources.

• 0940

Since the privatization program was announced in 1984, the government's holdings in 18 corporations have been sold or reduced; eight others have been dissolved. The number of Crown corporation employees have been reduced by 75,000, partly through privatization, partly through rationalization, and partly by doing business better.

In the coming year I expect to introduce legislation to authorize the divestiture of Petro-Canada. The method we are proposing will be similar to that of the successful privatization of Air Canada, which resulted in Air Canada's shares being purchased by over 100,000 Canadians and 80% of Air Canada employees. After legislation is passed, I will ask the company to make a treasury offering of about 15% of the company and in that part of the initial offering will be an employee share ownership plan. The legislation will provide that no one individual will be permitted to hold more than 10% of

[Translation]

Les trois groupes participent à une seule activité de planification pour l'ensemble du ministère. J'ai dit plus tôt que les programmes de privatisation et des affaires réglementaires faisaient partie intégrante de la stratégie du gouvernement en vue d'assurer un meilleur contrôle des finances de notre pays. Permettez-moi maintenant de préciser ma pensée.

Je commencerai par expliquer comment le programme de privatisation contribue à atteindre l'objectif et j'enchaînerai par une description du rôle du programme des affaires réglementaires. Les raisons qui incitent le gouvernement à privatiser les sociétés d'État sont multiples. Trois d'entre elles sont directement liées aux objectifs mentionnés dans le budget de M. Wilson. Premièrement, une société qui appartient à l'État est protégée des forces du marché et assujettie à des tensions politiques qui l'empêchent parfois de fournir des services de la façon la plus rentable possible. La lenteur du processus de prise de décisions peut faire rater des occasions. La privatisation augmente donc l'efficacité.

Deuxièmement, la privatisation donne lieu à un marché plus équitable. L'utilisation de l'argent des contribuables pour financer des sociétés d'État en concurrence avec des sociétés financées par le secteur privé ne sert pas les intérêts d'une saine économie de marché.

Troisièmement, la privatisation diminue les demandes faites au trésor fédéral. Les sociétés d'État dépendent de l'apport du gouvernement en nouveau capital. Une fois transférées au secteur privé, elles peuvent chercher à obtenir de nouveaux fonds sur des marchés financiers privés concurrentiels. Le gouvernement peut affecter les économies réalisées au financement d'autres programmes. Mettre de l'ordre dans les affaires du gouvernement et encourager la création d'un secteur privé dynamique, compétitif et innovateur vont de pair. La privatisation contribue à l'atteinte de ces objectifs, car elle améliore la gestion des ressources gouvernementales.

Depuis qu'il a annoncé son programme de privatisation en 1984, le gouvernement a vendu ou réduit sa participation dans 18 sociétés et dissous huit autres. Par ailleurs, le nombre d'employés de sociétés d'État a été réduit de 75,000 grâce à la privatisation, ainsi qu'à la rationalisation et à l'amélioration de ses méthodes.

Au cours du prochain exercice, je compte présenter des dispositions législatives qui autoriseront la cession de Pétro-Canada. La méthode de privatisation sera semblable à celle qui a servi pour la société Air Canada, dans le cadre de laquelle plus de 100,000 Canadiens, dont 80 p. 100 d'employés de la société même, ont acheté les actions émises. Après l'adoption de la loi, je demanderai à la société d'émettre environ 15 p. 100 d'actions autodétenues pour en faire un régime d'actionnariat des employés. La loi stipulera qu'aucun particulier ne pourra acquérir plus de 10 p. 100 des actions détenues par le public et que pas